

DRACHE, D. et GERTLER, M.S. (ed.) *The New Era of Global Competition: State Policy and Market Power*.  
Montréal-Kingston, Mc-Gill-Queen's University Press, 1991, 470 p.

André Joyal

Volume 23, Number 3, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703061ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703061ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Joyal, A. (1992). Review of [DRACHE, D. et GERTLER, M.S. (ed.) *The New Era of Global Competition: State Policy and Market Power*. Montréal-Kingston, Mc-Gill-Queen's University Press, 1991, 470 p.] *Études internationales*, 23(3), 668–670. <https://doi.org/10.7202/703061ar>

comme source majeure d'insécurité et aux conditions de réforme imposées par le FMI comme source de division inter-étatique, en disent long à ce sujet.

Le contenu de ce livre s'inspire largement du contexte de la guerre froide, et si ce n'était d'une référence hâtive à la libération de Nelson Mandela en février 1990 (p. 118), l'on doit supposer que les événements dramatiques de cette fin de décennie sont passés inaperçus aux yeux de l'auteur et des éditeurs.

En dépit de ces faiblesses théoriques et analytiques, ce livre n'est pas sans valeur. Premièrement, la description et la comparaison de cinq organisations de sécurité régionales, peu connues, sont à la fois assez solides et controversées pour attirer la curiosité ou la colère des lecteurs. Il contribue ainsi, peut-être inconsciemment, à l'avancement des connaissances. Deuxièmement, sa thèse sur l'émergence de ces organisations comme une réponse régionale rationnelle et fonctionnelle à des problèmes régionaux négligés ou exacerbés par des organisations régionales plus larges et de puissants acteurs et/ou coalition internationale, tient lieu d'une victoire sur le sentier de la libéralisation du Sud des jeux politiques externes et de l'enchevêtrement Est-Ouest. Troisièmement, et en dernier lieu, son point de vue sur les périls du maintien et de la cohésion des regroupements de sécurité régionale au-delà de leur vocation première (par exemple: la menace sud-africaine en Afrique australe), surtout si ce problème s'estompe, est un témoignage éloquent de la vulnérabilité des États du Tiers-Monde à la déstabilisation interne et

externe et à une prédisposition à affronter seuls ces problèmes. Ce dernier point nous ramène à des sources de tensions négligées par l'auteur (dette et FMI), reflétant ainsi peut-être davantage un problème d'épistémologie que de préférence personnelle.

En résumé, ce livre, à l'instar des organisations étudiées par Tow, suscite beaucoup d'espoir, laisse présager de belles promesses, mais périlclite rapidement, en laissant au lecteur désappointé le soin de revoir dans sa tête le scénario de ce «qui aurait pu être».

Larry A. SWATUK

*Département de science politique  
Université Dalhousie, Halifax, Canada*

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

DRACHE, D. et GERTLER, M.S. (ed.)  
*The New Era of Global Competition: State Policy and Market Power*. Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, 470 p.

La tenue d'un colloque conjoint Canada-Italie sur les politiques gouvernementales et le développement inégal, à l'Université de Pise, en 1989, se trouve à l'origine de cet ouvrage. La version remaniée de vingt communications d'universitaires anglophones, en grande majorité de l'Ontario, font l'objet d'autant de chapitres. Les changements majeurs dans les politiques économiques enregistrés à l'échelle internationale durant la

dernière décennie constituent les principaux éléments d'attention. Selon D. Drache et M.S. Gertler, respectivement de l'Université York et de l'Université de Toronto, le concept de globalisation se rapporte à trois choses : le marché mondial, une plus grande mobilité des capitaux et une spécialisation accrue. Pour aborder les conséquences sur l'ensemble de l'économie canadienne d'une telle évolution, les responsables de l'ouvrage affichent leurs couleurs dans la préface en signalant que les concepts théoriques à la base de leurs analyses, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ne proviennent pas de contributions anglo-saxonnes mais s'inspirent plutôt de l'apport de l'école française de la régulation qui, au Québec, est parvenue à séduire davantage certains politologues et sociologues que les économistes dans leur ensemble. On comprendra que les différents auteurs se distinguent du courant dominant qui, en Amérique du Nord, est parvenu à influencer le désengagement de l'État au bénéfice d'une plus grande libéralisation du système économique.

Le lecteur ainsi prévenu ne sera pas surpris de trouver des points de vue fort critiques envers l'Accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis et des blâmes sévères envers les autorités gouvernementales pour avoir abandonné l'orientation de l'économie aux forces du marché. Ainsi, l'absence de politique ou de stratégie industrielle est déplorée par plusieurs qui puisent leur inspiration auprès des faits observés au Japon, en Suède et en ex-RFA. Les nombreuses références à Karl Polanyi ajoutent à l'identification de l'enseigne où

logent les différents auteurs qui partagent le scepticisme du célèbre auteur hongrois sur la soi-disant souplesse du mécanisme du marché, lequel en fait : «...is the product of active social construction through the interaction of business, the state, and working men and women. Markets for labour, capital, land, commodities, and services are grounded not in the invariable laws of supply and demand but in institutions that have their own logic and history» (p. xv). Les responsables de l'ouvrage espèrent convaincre leurs lecteurs que la libéralisation des échanges s'avère une plus grande menace de déstabilisation des sociétés qu'une condition pré-requise à la prospérité comme le veulent les chantres du courant néo-libéral.

La première des six parties se rapporte aux difficultés économiques qui ont accompagné la fin des années 1980. Sur le nationalisme québécois et l'engouement envers l'ALE, on trouve d'intéressantes considérations reprises dans des parties subséquentes. Évidemment, on n'est pas très tendre envers les intellectuels qui ont fait fi des revendications des nationalistes canadiens. La seconde partie se rapporte précisément au libre-échange et à l'intégration économique. On déplore le fait qu'au Canada la stratégie commerciale occupe tout le terrain rendant impossible l'adoption d'une véritable stratégie de développement économique. Plusieurs trouveront particulièrement intéressante la troisième partie sur les changements majeurs en train de transformer la structure industrielle canadienne. Ontario oblige : l'automobile et l'acier font l'objet d'une attention particulière. La quatrième partie,

également intéressante, se rapporte aux coûts sociaux des ajustements en cours. L'apport de l'école de la régulation sert d'inspiration pour aborder les questions reliées au monde du travail. Ceux qui, à bon droit, estiment que l'État doit conserver une part de responsabilité dans l'orientation de l'économie, trouveront d'intéressantes considérations dans l'avant-dernière partie. Enfin, à première vue, moins pertinente par rapport à l'ensemble des préoccupations du volume, la dernière partie traite d'économie informelle et d'organisation communautaire avec l'espoir d'une plus grande responsabilisation de la population.

À n'en pas douter, malgré de nombreux passages à caractère polémique, cet ouvrage, par la qualité de plusieurs contributions, présente une source d'information fort utile pour tous ceux qui suivent de près l'actualité économique canadienne.

André JOYAL

Département d'économie  
Université du Québec à Trois-Rivières

DOBSON, Wendy. *Economic Policy Coordination: Requiem or Prologue*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. «Policy Analyses in International Economics, no. 30», 1991, 180p.

La coordination des politiques économiques des États a une longue histoire, mais les résultats n'ont jamais été convaincants à long terme, même si, conjoncturellement, ces actions communes ont permis d'échap-

per à des situations de crise. En 1985 a été créé le Groupe des Cinq (G-5) qui s'est rapidement transformé en groupe des Sept (G-7), composé des États-Unis, du Japon, du Canada, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France. Ces groupes ont fonctionné de manière informelle, indépendamment des institutions économiques multilatérales existantes. Ils ont pour objectif de trouver des solutions négociées à la crise économique internationale qui concerne l'ensemble du monde occidental. Il s'agit de modifier significativement les politiques économiques nationales en tenant compte de l'interdépendance des États. Autrement dit, un zeste d'altruisme est revendiqué comme une expression de l'intérêt général à long terme de l'ensemble des participants. Cela ne veut pas dire que les intérêts des Nations sont les mêmes, c'est simplement la reconnaissance de la nécessité d'une coordination susceptible, à terme, d'améliorer les résultats économiques de chacun. En termes de théorie des jeux, le Groupe cherche à minimiser l'application de la règle du maximin pour l'application d'une stratégie de coopération mutuellement profitable, en tenant compte des règles éventuelles de la compensation. Après une présentation historique des efforts de coordination, l'auteur rappelle que cette coordination n'est pas revendiquée par tous les théoriciens, qui estiment même parfois qu'elle est contraire à l'esprit de compétition et qu'elle peut conduire à des coûts d'opportunité très élevés.

Les difficultés de la coordination se résument aux situations historiques et économiques différentes des